

**CONVENTION NATIONALE**  
**des 22 et 23 AVRIL 198**  
**Maison de la Chimie**  
**DISCOURS DE PIERRE MAUROY**

Chers Camarades et amis,

J'ouvre devant vous, après le rapport d'activité d'Henri Emmanuelli et avant celui de Gérard Fuchs sur notre manifeste, cette Convention Nationale consacrée aux élections européennes.

Je sais ce qui auJourd'hui est facile: nous sommes tous d'accord pour confirmer la désignation de Laurent Fabius comme tête de liste. J'en ai fait la proposition au Comité directeur qui, unanime, l'a adoptée. La Convention Nationale ratifiera, j'en suis sûr, ce choix de Laurent Fabius à l'unanimité. Laurent Fabius que le talent et l'expérience désignaient tout naturellement. Il a comme Premier Ministre contribué à l'action éclatante du Président de la République François Mitterrand, celle-là même qui devait permettre le déblocage d'une situation apparemment sans issue pour la CEE et conduire à la signature du Traité sur l'Acte Unique

Mais je sais aussi ce qui est aujourd'hui difficile: le choix de nos candidats, et l'importance des problèmes de fond soulevés : car en définitive, la construction européenne n'est rien d'autre que la perspective majeure que nous voulons donner à la France de la fin du siècle, à nos idées et à la construction du socialisme.

Les socialistes ont ces dernières semaines, dans une ambiance favorable, goûté aux charmes de la discrétion . Peu de grands titres. Pas de polémique, même pas de petites phrases ! Quelques éclaireurs, bien sûr, qui nous ont adressé des textes, mais tellement en avance sur nos échéances ! Bref, pas de tintamarre , comme à droite !

Nous n'avons pas offert à l'opinion le spectacle de la chevauchée fantastique des rénovateurs armés de la hallebarde de la contestation de leurs anciens. Oubliant, dans leur ardeur, que la véritable contestation ne peut se faire qu'avec des idées, la véritable rénovation qu'avec un projet, ils se sont rapidement essoufflés et effacés. Du moins pour le moment !

Nous avons même éprouvé quelques satisfactions de voir notre congrès d'Epinay devenir leur référence. Comme s'il s'agissait d'un élixir de jouvence.

C'est oublier qu'à Epinay,nous nous étions rassemblés derrière un leader,et quel leader!

C'est oublier aussi qu'à Epinay, nous avons adopté une orientation et engagé un effort programmatique sans précédent.

C'est oublier enfin qu'à Epinay, nous avons modifié nos structures à partir d'une donnée nouvelle,la proportionnelle. Oui,cette fameuse proportionnelle,l'une des clés de notre développement, même si elle nous a fait souffrir lors de l'élaboration des listes pour cette Convention Nationale.

Les rénovateurs de la droite n'ont donc été que des passagers du vent. Leurs aventures n'ont pu occulter l'autre actualité, la vraie, celle d'un monde de confrontations et de risques. Comment ignorer les évènements récents d'un monde blessé?

Ce sont aux déchirements du Liban que nous devons porter de l'attention et du coeur. Depuis des années, la cruauté de l'occupation du Liban par des puissances tiers n'a jamais quitté notre esprit, et il n'était pas nécessaire que Monsieur Léotard prenne une plume excessive pour nous rappeler ce que nous n'avions pas oublié.

Depuis toujours la France a tissé des liens exceptionnels avec l'Etat Libanais. Elle l'a fait également avec les différentes communautés de cette Nation qui, broyée par ses antagonismes politiques et religieux, se trouve aujourd'hui disloqué.

La présence française n'a jamais manqué au Liban, chaque fois que celui-ci l'a souhaitée. Dans l'après-guerre alors que nous succédions au corps expéditionnaire anglais, plus tard dans le cadre de forces d'interposition. Qui ne se souvient parmi nous du drame du Drakkar ? Et c'est encore les troupes françaises qui en juin 1983 assuraient l'évacuation d'Arafat aux prises avec la violence des plus extrémistes des siens.

Aurait-on compris que la France se taise ? Aurait-on compris que la France n'agisse point ? Non bien sûr. Et on l'aurait encore moins compris de la part du Président François Mitterrand. Tout le monde connaît l'amitié dont il a toujours témoigné envers le peuple Libanais. Et l'on sait aussi qu'il a sur les affaires du Moyen Orient toujours clairement et courageusement indiqué les positions de la France.



Mais alors que le souffle des bombes déchirait les corps à Beyrouth, la Communauté internationale se taisait. Les principaux gouvernements restaient muets, celui des Etats-Unis comme celui de l' URSS, comme s'il étaient déjà résignés au pire. Mais le pire était déjà dépassé.

La cruelle interrogation du "jusqu'où aller?" était au centre de la très longue discussion que nous avons eue avec le Président de la République lors de la réception de la délégation de tous les groupes parlementaires français. A la violence aveugle fallait-il ajouter une autre violence aveugle ? Qui oserait aller jusqu'à l'affirmer ?

Il n'était pas question de se résigner. Au plan humanitaire, des vies arrachées au désastre ne justifient-elles pas déjà de mettre en place des moyens nécessaires ? Nous l'avons fait. Nous l'avons fait au plus haut niveau en déléguant à Beyrouth un membre du gouvernement français.

Ces jours derniers, c'est donc Bernard Kouchner qui a donné du prix à l'attitude de la France. Il a été un homme courageux au service d'une cause courageuse. Les Français et en tout cas les socialistes l'ont apprécié.

Au plan diplomatique, le gouvernement français s'est exprimé par la voix de Michel Rocard. Le Président Mitterrand n'a pas ménagé ses efforts de conviction et de mobilisation des responsables. Ainsi la France a-t-elle pu soumettre cette nuit au Conseil de Sécurité des Nations Unies un projet de déclaration appelant toutes les parties à cesser le feu et mandatant le Secrétaire Général de l'ONU d'une mission en faveur du retour à la Paix.

Cette déclaration constitue, si elle est adoptée par le Conseil, le premier signe positif, le premier espoir d'un règlement possible.

Dès ce matin, j'ai reçu l'Ambassadeur de Syrie venu m'exposer les thèses de son pays. Avec peut-être quelque espoir d'évolution.

Cette action diplomatique pourra seule éviter que la Nation Libanaise ne se perde.

Je garde le souvenir de ce voyage accompli comme Premier Ministre le 16 mai 1982 à Beyrouth après l'odieux attentat perpétré contre le personnel de notre Ambassade. La perte d'un Ambassadeur est un moment douloureux pour une Nation toute entière. Ce deuil fut le nôtre en 1982. Il frappe aujourd'hui l'Espagne, notre voisin. Et j'adresse en votre nom mes plus vives condoléances à Felipe Gonzalez et à la Nation espagnole.

Mais le temps compte. Les bombes ne détruisent pas seulement des vies et des biens. Elles érodent pour longtemps la faculté de vivre ensemble. Elles aiguissent les antagonismes. Elles fabriquent des générations perdues et désespérées.

\*

\*      \*

Ainsi, personne, plus que les socialistes, n'est attaché à rendre à la France sa place et son rayonnement. Encore faut-il que notre identité et notre unité nous permettent de défendre avec la force nécessaire ces exigences.

J'en viens donc mes camarades, au thème de notre Convention Nationale. Celui des élections européennes.

L'unité, nous l'illustrons par la désignation de la tête de liste, la désignation de Laurent Fabius.

Il nous dira demain de quelle façon il compte mener sa campagne. Nous en avons ensemble arrêté le dispositif pratique. Le siège sera à Solférino et le Directeur de Campagne sera notre camarade Marcel Debarge. La première réunion du Comité de Campagne se réunira dès jeudi.

Laurent Fabius argumentera lui-même le débat sur les thèmes de la campagne, répondra aux objections en démontrant qu'il a comme Président de l'Assemblée Nationale vocation à harmoniser les relations entre les parlementaires français et européens.

Il a d'ailleurs lui même exprimé ce double souci dans Vendredi : "mettre plus d'Europe à l'Assemblée Nationale, donner plus de poids à notre représentation au Parlement Européen".

Il n'était pas facile en revanche de proposer au vote des militants la liste des candidats retenus. Sans doute aucune méthode n'est-elle parfaite quand il s'agit de choisir. A nos camarades sortants ou nouveaux, nous reconnaissons tous des qualités de compétence, de travail et de sérieux.

440 candidats, 20 sortants dont 18 qui se représentent, pour 21 places en position éligible pour les socialistes, vous connaissez tous cette situation de départ qui s'apparente à la quadrature du cercle.



Reste que nous devons débattre pour les échéances suivantes de cette méthode de désignation. Celle qu'a retenue nos statuts mérite en tout état de cause d'être révisée.

L'élection européenne s'enracine désormais profondément dans la vie politique régionale. Et la proximité de la construction européenne a fait naître des exigences nouvelles qui militeraient en faveur d'une élaboration plus décentralisée de notre liste. Nous devons pour l'avenir entreprendre cette réforme. Je proposerai donc demain à la Convention d'en acter le principe et de mandater une commission de réflexion à cet effet.

Telle qu'elle est, notre liste reflète de manière arithmétique l'équilibre des sensibilités et les choix que chacune d'elles ont effectués. Elle traduit aussi une triple volonté : celle d'une meilleure représentation féminine, celle d'équilibres régionaux certes imparfaits, celle du rassemblement de la majorité présidentielle.

Dans la liste proposée par le Comité Directeur du 4 Avril, le quota féminin s'établit à plus de 30%, en position éligible. Cela traduit une progression sensible par rapport à 1979 et 1984. Notre représentation féminine au Parlement Européen sera ainsi comparable à celle des sociaux démocrates allemands ou des socialistes espagnols. Encore insuffisante certes, en regard du pourcentage d'électrices , mais en net progrès.



Devait-on faire un critère absolu de la représentativité régionale? Ce débat qui, reconnaissons-le lucidement, masque aussi d'autres préoccupations, recoupe naturellement celui du nombre de régions. Avec 22 régions métropolitaines et 4 Outre-Mer, il était rigoureusement impossible de faire figurer même artificiellement toutes ces collectivités.

Sur ce point, nous devons anticiper et nous projeter dans une France qui compterait une douzaine de régions. C'est d'ailleurs dans cette voie que nous nous sommes engagés dans notre manifeste municipal et le dernier Bureau Exécutif a désigné une Commission pour faire avancer cette idée.

L' idée force, la seule à garder présente à l'esprit tout au long de nos discussions, c'est qu' une liste est représentative d'abord par les idées qu'elle défend.

Cela fixe le cadre et les limites du débat sur les personnes. Etant entendu que chaque proposition d'adjonction à la liste se traduit inexorablement par une sortie.

La troisième proposition est celle du rassemblement . Aux européennes comme aux municipales nous avons cherché dans la composition de notre liste à refléter au mieux les contours de la majorité présidentielle de 1988. C'est ainsi que nous avons proposé cinq places en position éligible à des personnalités représentatives de cette volonté d'élargissement. Ai-je besoin de souligner que s'agissant d'une élection proportionnelle à un tour cette volonté correspond aussi à une maximisation de nos chances électorales ?



Nous abordons après 1979 et 1984 la troisième édition de ce type de scrutin. Quels enjeux recouvre-t-il ? Qu'attendons-nous de ce nouveau parlement européen ?

Ces questions seront au centre de nos travaux. Je me limiterai pour ma part, cet après-midi à formuler trois idées, généralement perçues comme autant d'enjeux du scrutin du 18 juin. Celui-ci doit porter renouvellement de l'idée européenne, confirmation du rôle socialiste dans l'édification de la communauté, et définition des nouvelles ambitions internationales. Ce sont là les trois thèmes que je développerai successivement.

\*

\* \*

Vers quelle Europe souhaitons-nous aller ? Notre manifeste trace les lignes de force d'une union européenne fondée sur la complémentarité des économies et un nouveau mode de partage social.

Le manifeste de l'Union des Partis Socialistes adopté il y a quelques mois à Bruxelles le prolonge et l'enrichit d'une dimension plus communautaire. Il illustre l'affirmation que nous ne ferons pas l'Europe seuls et que nous avons à intégrer dans notre démarche les préoccupations de nos partenaires, dans la mesure où elles préfigurent notre propre débat national. Je pense en particulier à l'écologie ou au thème de la réduction du temps de travail dont le syndicalisme allemand s'est fait l'avocat convaincant.

Les discussions qui ont précédé l'élaboration du manifeste qui sera présenté tout à l'heure par Gérard Fuchs, devraient en tout cas nous éviter les faux débats. L'Europe que nous voulons construire n'est pas celle du repli ni celle du dépit.

Le repli, ce serait une adhésion mesurée à l'esprit communautaire. C'est une vieille tentation qui repose sur la peur de voir notre indépendance diluée dans l'ensemble européen. Certains amendements qui nous sont proposés cet après-midi expriment cette frilosité qui était déjà sous-jacente au débat économique de 1982 et qui s'est poursuivi jusqu'en mars 83. Nous avons alors choisi la voie européenne. Personne aujourd'hui ne pourrait prétendre que la sortie du système monétaire européen nous aurait alors permis de franchir le cap du redressement dans les conditions où nous l'avons réalisé. Et dont nous percevons maintenant les résultats économiques favorables.

Aucun pays aujourd'hui ne peut prétendre à l'indépendance réelle par ses moyens propres. Dans une économie marquée par l'internationalisation des échanges, la prééminence de centres de décisions financiers extérieurs, la concurrence accrue de nouvelles puissances, la France ne saurait résister autrement que dans un ensemble européen. Seul, celui-ci peut justifier de la taille et des ressources nécessaires pour affronter les mutations industrielles financières et technologiques.

L'autre attitude, le dépit, serait d'effrayer inutilement et de présenter l'Europe comme malheureusement inéluctable et incontournable.



Selon certains, nous ferions l'Europe un peu malgré nous. Quelle erreur ! Nos concitoyens ont en réalité une approche concrète de l'Europe, ils en mesurent certes la trop grande technocratie. Ils savent cependant discerner la fertilité du terrain historique dans lequel nous avançons.

Je pourrais faire ici référence à la métropole Lilloise qui ne trouvera sa vraie dimension qu'au croisement de l'ambition communautaire et des grandes technologies de communication.

Mais ce sentiment que l'Europe frappe à notre porte est partagé partout. J'entends ce discours venant de tous les socialistes présents à Strasbourg. Je l'entends à Toulouse comme à Bordeaux, comme à Nantes, comme partout.

Plus que jamais nous pouvons reconnaître, comme François Mitterrand, que la France est notre patrie mais que notre avenir c'est l'Europe. Et c'est cet avenir précisément que nous devons honorer.

Mais nous n'avons pas à accepter l'Europe telle qu'elle s'impose à nous aujourd'hui, échafaudage de politiques communes privées du souffle d'un projet d'ensemble; Europe encore marquée de sa dérive des années 60 : une Europe des marchands, un club à l'ambiance feutrée où le banquier trouve plus facilement ses aises que l'ouvrier spécialisé.

Mais reconnaissons que la présence de Jacques Delors à la Présidence de la Commission Européenne, si elle n'a pas permis de rompre entièrement avec cette logique, à proposer pour l'Europe une action et ouvert la perspective d'une communauté qui pourrait se

réconcilier avec ses valeurs sociales. L'Europe en tout cas à désormais un rythme et un horizon.

Il y a plusieurs configurations possibles de l'Europe. La nôtre n'est pas celle des libéraux. Elle ne s'accommode ni de la déréglementation, ni de l'affaiblissement des politiques communes, ni du recul de l'Etat, ni de la négation de l'économie mixte.

Nous souhaitons ,tout à l'inverse , la fonder sur une cohérence sociale et un projet politique, un projet socialiste. La démarche novatrice de François Mitterrand depuis huit ans, avec Euréka, Esprit, l'Acte Unique, a prouvé l'efficacité et le succès de cette approche.

Il nous faut certes être ambitieux dans d'autres domaines; en particulier celui des institutions, celui de la culture, de l'Education, celui de l'harmonisation sociale sur la base de la protection la plus élevée, celui aussi de la défense contre une invasion des productions extérieures, celui enfin de la protection de l'environnement.

Nous avons dans chacun de ces domaines une nouvelle donne européenne à distribuer, un renouvellement de l'idée européenne à imaginer : la campagne à venir nous en fournit l'occasion.

Pour autant il n'est pas question d'un chèque en blanc, mais de vigilance et de volonté. Nous ne voulons pas construire l'Europe pour l'Europe. Mais l'Europe au service d'une ambition sociale et en définitive du socialisme.

\*

\*

\*



Et lorsque j'entends le Secrétaire Général des Syndicats Britanniques, Norman Willis, déclarer que "le futur immédiat de l'Europe sociale est entre les mains des Français" je mesure la responsabilité qui est la nôtre. Et je note le piquant de la remarque venant d'un syndicaliste britannique !

Quel rôle moteur le prochain parlement peut-il jouer au service de cette ambition ? Sans doute ce rôle sera-t-il à la mesure du succès global des socialistes, de leur capacité à représenter ou non une majorité au sein de l'assemblée de Strasbourg.

Mais au-delà, il est déjà, il sera demain plus encore, le lieu privilégié de rencontre de tous ceux qui, à partir d'itinéraires différents, peuvent dans l'espace européen se rencontrer et mener un combat commun, le lieu privilégié du renforcement de l'eurogauche.

L'eurogauche n'est plus aujourd'hui l'ambition de quelques personnalités isolées. Elle traduit des comportements collectifs représentatifs. Les communistes italiens ont fait ce choix et leur leader Achille Occhetto, que nous venons de recevoir à Paris, a clairement indiqué que la situation des groupes à Strasbourg était en pleine évolution.

Faisons un rêve : et si cette élection européenne donnait l'occasion d'une prise de conscience générale sur la nécessité de renforcer les structures et la coordination de la gauche européenne.

L'Europe est d'abord un rapport de force. Il ne servirait à rien de vouloir édifier de toute pièce une Europe sociale si nous ne l'organisons pas concrètement dans le quotidien de la négociation.

La solidarité ne se construira pas autrement au niveau européen qu'elle ne s'est bâtie au sein de chacun des Etats : par la compétition entre les groupes sociaux et parfois leur confrontation. Ceci suppose une claire reconnaissance de l'exercice des droits sociaux si indispensables à une véritable démocratie économique.

Cela est nécessaire car la construction européenne peut contrarier momentanément nos propres objectifs de justice sociale. Nous devons, c'est vrai, prêter attention aux restrictions des marges de manoeuvre que nous imposeraient certaines conséquences de l'Acte Unique.

Tel est le cas en matière monétaire non pas tant du fait de l'inorganisation du système monétaire international qu'en raison du rôle de la Bundesbank.

Tel est également le cas en matière fiscale où l'harmonisation de la TVA et l'abaissement de la pression sur l'épargne risquent de peser lourdement sur les seuls revenus du travail.

En résumé l'Acte Unique nous impose une plus haute ambition. Pour nous, le marché unique a pour corrolaire un projet de justice sociale et un partage plus équitable. Et pour cette ambition, l'Europe ne se construira pas seulement à Strasbourg ou à Bruxelles, mais aussi à Paris, à Bonn, à Madrid ou à Rome.

\*

\*

\*



L'Europe enfin comme chance pour la Paix. Peu à peu, malaisément sans doute, trop lentement à notre gré, mais de façon beaucoup plus sensible qu'il y a dix ans, l'Europe s'affirme comme nouveau partenaire des relations internationales.

Elle est l'interlocuteur indispensable à une libéralisation à l'Est. Derrière le développement des échanges économiques, peuvent se glisser les perceptibles progrès du modèle démocratique. L'Europe est indispensable à Walesa. Sa vigilance peut favoriser les évolutions en Tchécoslovaquie ou en Hongrie. Sa condamnation des aberrations de Ceausescu en Roumanie constitue le meilleur frein possible à l'emprise du dictateur.

Nous aurons dans les années qui viennent à définir les formes d'une Ostpolitik qui soit le fait non pas seulement de la RFA mais de l'Europe tout entière.

La politique Gorbatchev, avec ses ambiguïtés et sa fragilité, ouvre une perspective de développement de ses échanges avec l'Est. Les nouvelles technologies de communication, le satellite en particulier, font apparaître comme désuètes les frontières de jadis. Les miradors du rideau de fer sont impuissants à arrêter les nouveaux moyens d'expression. La maison commune de Gorbatchev n'a peut être pas l'architecture qu'il lui prête. Mais nous découvrons en tout cas que nous vivons à l'Est comme à l'Ouest sur un seul et même continent.

Qui pourrait douter de plus que face aux Etats Unis, au Japon, aux dragons du Sud Est asiatique, nous n'ayions dans les années à venir à opposer un nouveau rapport de force, bâti non plus seulement sur des tarifs douaniers, mais sur un dynamisme renouvelé.

Il y aurait tout à craindre d'une économie mondiale où les Etats Unis disposeraient du leadership monétaire à partir du rôle central du dollar, où le Japon déploierait sa production de masse au travers de toute la planète, où l'Europe par attermoiement ou doute sur elle-même serait incapable d'opposer au premier une politique économique autonome et au second la concurrence de ses produits. Là encore, l'Europe constitue le seul espace garant d'une nouvelle indépendance nationale.

Il y a enfin l'espoir que suscite cette Europe vis à vis du Tiers Monde. Les accords de Lomé, prolongés et enrichis depuis dix ans, les propositions visant à atténuer les effets de la dette des pays les plus pauvres, l'expression commune des douze sur quelques grands problèmes - hélas trop peu nombreux - autant d'espoirs suscités, et encore partiellement satisfaits.

N'oublions jamais mes chers camarades que l'Europe que nous construisons dépasse largement les 320 millions d'habitants auxquels elle s'adresse directement.

L'Europe en dépit des grandes difficultés que nous ne devons pas nier suscite une attente et un espoir. Elle entraîne en tout cas notre conviction, mais elle devient plus que jamais notre combat.

Ceci nous montre quel est notre devoir et quel est le chemin de l'avenir.

\*

\*

\*



Mes chers camarades, j'en viens pour conclure à la situation de notre parti.

Vous savez quelle a toujours été ma conception du parti : une organisation forte et démocratique. Forte parce que notre Histoire nous a marqués. Nous ne sommes pas un parti à l'américaine qui s'organise une fois tous les quatre ou cinq ans à l'occasion d'élections présidentielles. Notre tradition c'est la permanence d'une structure mais surtout d'un projet et son adaptation incessante aux multiples figures de l'actualité. D'une certaine façon nous sommes le parti du débat permanent. Ceci fait notre force.

La période que nous venons de vivre est une période d'intensité exceptionnelle de notre histoire comme de la démocratie. Cinq élections déjà en moins d'un an. Cinq élections gagnées par les socialistes à des degrés divers. Cinq élections gagnées sur la base d'un projet, la Lettre du président aux Français. Cinq élections pendant lesquelles nous avons gardé notre cap, celui du rassemblement à gauche et celui du rassemblement de la majorité présidentielle.

Nous avons eu quelques mérites à maintenir la ligne. Mais nous y sommes parvenus grâce à la détermination du Comité Directeur réuni le 10 juillet, grâce à l'autorité du Bureau Exécutif, du Premier Secrétaire et des responsables du parti pour l'appliquer et la maintenir. Même si le nombre de cas d'indisciplines s'est révélé, quoique relatif, encore trop important lors des dernières élections municipales.

Le parti est à son travail pour affronter la sixième échéance, celle des élections européennes. Et il serait préjudiciable d'ouvrir et d'alimenter prématurément les prochaines semaines le débat. Un débat que de toute manière le parti aura lors de son congrès du début de l'année prochaine, dans des conditions qui seront fixées par le Comité Directeur du 2 juillet prochain.

Il s'agira d'un congrès ordinaire et d'un congrès extraordinaire. Il s'agira d'apprécier la politique suivie depuis le congrès de Lille, de renouveler les instances du parti, et d'ouvrir la plus large discussion sur nos problèmes idéologiques et structurels. Nous aurons à répondre à la question : quel socialisme pour l'An 2000 ? Quel parti pour l'An 2000 ? Quelles structures faut-il créer ou transformer ?

Déjà, pour alimenter le débat de fond, un premier colloque s'est tenu sur l'analyse des mutations économiques. Un second suivra le 25 mai sur les évolutions sociales et culturelles. Un troisième portera sur la nature des organisations politiques et syndicales et leur nécessaire renouvellement. Un quatrième sur la permanence de nos valeurs.

La Nouvelle Revue Socialiste, qui avait cessé de paraître, sera le support de cette réflexion et le prochain numéro sera tiré à 10 000 exemplaires. Par ailleurs, notre nouveau journal - Vendredi - est maintenant diffusé chaque semaine à 270 000 exemplaires. L'objectif est de monter en puissance jusqu'à 300 ou 400 000. Il répond à un souci d'identité et de permanence d'affirmation de notre pensée et je crois que si nous avons conscience de la nécessité de l'améliorer, il plait déjà à nos militants.

Il amorce de plus une discussion d'ordre structurel sur le rassemblement d'une communauté socialiste où il faudra définir la place des militants et des sympathisants. La discussion est pour cet automne.

Pour l'heure alors que le combat européen commence, ne nous laissons pas aller à un penchant trop naturel : celui de nous inquiéter avant même d'avoir ouvert la discussion.

Certains m'écrivent. Enfin quelqu'un m'a écrit. Quelqu'un m'a écrit ses inquiétudes fondamentales.

François Mitterrand est réélu Président de la République. Faut-il vraiment s'inquiéter ?

Les élections législatives nous confirment avec 35% des voix au premier tour comme premier parti de France. Faut-il vraiment s'inquiéter ?

Les élections municipales nous font conquérir la meilleure implantation du parti de toute son histoire. Faut-il vraiment s'inquiéter ?

Et demain ceux que vous allez désigner avec Laurent Fabius nous permettrons , j'en suis sûr , de progresser sensiblement dans notre représentation européenne. Va-t-on encore s'inquiéter ?

De grâce mes camarades, sachons préparer un grand débat. Mais la situation ne réclame pas que l'on se mette déjà au chevet du parti socialiste. Le chevet ce n'est jamais un très bon signe.



De grâce mes camarades épargnons-nous d'apporter déjà tous nos talents au service d'un malade désigné.

Il est vrai que certains problèmes doivent être posés. En particulier ce que Jean Poperen appelle le partage. Mais cette question ne relève pas d'interpellation du seul parti et de son Premier Secrétaire. Il se pose à nous tous. Et ce n'est pas le Premier Secrétaire qui le contredirait.

Depuis août dernier nous n'avons jamais manqué d'insister sur le fait que le respect des équilibres économiques globaux n'occulte pas la nécessité de prendre en compte la volonté des salariés, à commencer par ceux du secteur public de voir résorber les retards salariaux pris au cours des années passées.

Mais cette réflexion là, ne relève pas du débat entre socialistes, mon cher ministre des relations avec le parlement. C'est un débat sur les frontières du possible. Et , à la limite , le débat naturel entre un parti qui a le souci de son électorat et un gouvernement qui a la responsabilité de maintenir les grands équilibres.

Nous avons su le mener , me semble-t-il , au cours de ces derniers mois. Les Français le savent bien , qui accordent leur confiance tant au parti socialiste qu'au gouvernement.

Et bien ce débat sur les frontières du possible nous le prolongerons. Le parti veut un débat ? Et bien, nous avons trois années devant nous, sans élections prévisibles, pour l'avoir. Nous sommes tous impatients de débattre et je suis autant demandeur que vous de ce débat.

L'avenir nous appartient. Pour peu que nous sachions dans la sérénité et la cohésion soutenir le Président de la République et le gouvernement. Pour peu que nous sachions aussi dans l'unité et sans précipitation préparer des lendemains conformes à notre idéal, et à la société de l'An 2000.